

Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.

Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.

SAFER



jti  **CERTIFIÉ**

BNA

Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALE POUR L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Trois tendances positives, trois difficultés et trois recommandations

PROJET DE LOI DE FINANCES 2025

Une augmentation notable de 9,9% par rapport à celui de 2024 P.4



SENSIBILISATION SUR LA RÉFORME COMPTABLE AU TOGO

Les secrétaires généraux et directeurs des affaires financières outillés P.2



PÉTROLE

Goldman Sachs prévoit un prix moyen de 76 \$ le baril en 2025 P.6




OTR

HORAIRES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DES PARCS DE VEHICULES D'OCCASION

Lundi à vendredi : 07h30 à 17h30

Samedi : 08h00 à 16h00

OTR - Ouvriers Togolais des Réparations - OTR



FIBREZ SANS FRAIS

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À ~~10 000 FCFA~~ **0 FCFA**

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

Coût de l'appel : 20 FCFA.
*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel.

Sensibilisation sur la réforme comptable au Togo

Les secrétaires généraux et directeurs des affaires financières outillés

Le mardi 26 novembre 2024, à Lomé, une rencontre d'importance s'est tenue à l'initiative du ministère de l'Economie et des Finances, en collaboration avec la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP). Cet atelier de sensibilisation a réuni les secrétaires généraux et les directeurs des Affaires financières de tous les départements ministériels du Togo, dans le but de les informer sur les nouvelles modalités de nomination et d'installation des comptables matières et des trésoriers ministériels et institutionnels.

Anissatou AFFO

L'objectif principal de cette rencontre était de permettre aux participants de mieux comprendre deux décrets importants pris en Conseil des ministres le 18 septembre 2024. Le premier décret concerne la création, les attributions, l'organisation et le fonctionnement des postes de comptables matières dans les ministères, les institutions publiques, et autres organismes de l'Etat. Le second décret porte sur la création des trésoreries ministérielles et institutionnelles. Ces deux réformes s'inscrivent dans une volonté de rapprocher les structures comptables de l'Etat des différents ordonnateurs, à travers une déconcentration des postes de comptables matières et des trésoreries.

En ouvrant les travaux, le secrétaire général du ministère de l'économie et des finances Mr Stéphane AKAYA Kpowbié Tchasso a souligné l'importance de cette réforme : « J'aimerais avant tout, vous remercier d'avoir honoré cet atelier



de votre présence et vous souhaitez la cordiale bienvenue dans cette salle de l'hôtel du 2 février. Le Togo notre pays s'est résolument engagé depuis quelques années sous l'impulsion du chef de l'Etat, son Excellence FAURE ESSOSI-NAM GNASSINGBE, dans un vaste chantier de réformes en matière de gestion des finances publiques, marqué par la transposition des lois et décrets, des huit directives de l'UEMOA y relatives. L'application de ces textes a permis à notre pays de basculer, au début de l'exercice 2021, en budget programme en conférant à chaque ministre, les fonctions d'ordonnateur principal du budget de son département conformément aux

dispositions de l'article 68 de la loi organique relative à la loi des finances. L'atelier de ce matin a donc pour objectif principal de vous sensibiliser sur l'essentiel du contenu de ces deux décrets dont l'application permettra de rapprocher l'appareil comptable de l'Etat des différents ordonnateurs par la déconcentration des postes comptables matières et des trésoreries>>.

La déconcentration des fonctions comptables vise à améliorer l'efficacité dans le traitement des dossiers de paiement des dépenses publiques, en facilitant la gestion des matières et en assurant une meilleure disponibilité des informations financières. Les comptables

matières auront pour mission principale de gérer et de conserver les biens mobiliers et immobiliers des ministères, d'assurer la comptabilité des matières et de rendre compte de leur gestion à la Cour

des comptes. Dans chaque ministère, un comptable principal des matières sera nommé pour veiller à ces tâches.

De leur côté, les trésoriers ministériels et institutionnels seront responsables du paiement des dépenses publiques au sein de leurs ministères ou institutions respectives, de la tenue de la comptabilité et de la reddition de comptes à la Cour des comptes. Grâce à cette nouvelle organisation, la phase administrative et comptable des dépenses publiques sera désormais traitée directement au sein de chaque ministère, ce qui devrait contribuer l'Etat d'assurer la sécurisation et la protection de son patri-

moine mobilier et immobilier, d'exécuter le paiement des dépenses avec beaucoup plus de rapidité, de connaître et de produire à tout moment des informations financières et comptables fiables, ainsi que de se conformer aux dispositions des directives de l'UEMOA.

Lors de l'atelier, trois présentations ont été faites pour mieux expliquer les contours des postes comptables matières, les trésoreries ministérielles et institutionnelles, ainsi que les perspectives liées à cette réforme. Ces interventions ont permis aux participants de saisir les enjeux de cette réforme comptable, qui promet d'apporter des améliorations substantielles dans la gestion financière de l'Etat.

Cet atelier de sensibilisation s'inscrit dans une démarche proactive visant à renforcer les capacités des agents publics et à améliorer la transparence financière au Togo. En permettant un traitement décentralisé et efficace des dépenses, le gouvernement s'engage à optimiser les ressources publiques, essentielles pour le développement durable du pays. Cette refonte du cadre comptable pourrait bien marquer une étape significative vers l'instauration d'une gestion publique plus rigoureuse et responsable au Togo.

superamco
Les courses faciles

ECO & FINANCES
Quotidien Economique du Togo - REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan

derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Anissatou AFFO

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Perspectives économiques régionale pour l'Afrique sub-saharienne

Trois tendances positives, trois difficultés et trois recommandations

Le Représentant résidant du Fonds monétaire international (FMI), Maximilien Kaffo Melou, a présenté le mercredi 27 novembre 2024 à Lomé, sur invitation des premiers responsables de la faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'Université de Lomé, l'édition d'octobre 2024 du rapport sur les Perspectives économiques régionale pour l'Afrique sub-saharienne. Trois tendances positives, trois difficultés et trois recommandations. C'était en présence des enseignants chercheurs spécialistes en économie, des professionnels des médias et des étudiants.

Bernard AFAWOUBO

Ce rapport intitulé « Afrique sub-saharienne : Entre réformes et grands espoirs », analyse en profondeur la situation économique de la région dans un contexte marqué par des progrès notables mais aussi des vulnérabilités macroéconomiques persistantes.

Selon les conclusions de ce rapport, il en ressort que trois tendances positives, trois tendances négatives persistent et trois priorités pour l'action publique des gouvernements de la sous-région ont été observé depuis l'édition du rapport d'Avril 2024.

Parlant des tendances positives, l'on constate que premièrement les défis des déséquilibres macroéconomiques ont commencé à se résorber. En deuxième position les pressions sur les taux de change se sont améliorés. Ainsi, les pays comme la Côte d'Ivoire comme le Ghana, le Kenya ont réussi à repartir sur les marchés internationaux, ce qui permet justement au pays de la sous-région de pouvoir implémenter leur politique d'ajustement de façon beaucoup plus graduelle. Donc sans avoir à couper de façon drastique les dépenses publiques.

La troisième bonne nouvelle, c'est la reprise de la croissance. Il y a une reprise qui est attendu même si elle a encore

timide. Elle est supposée augmentée d'à peu près 3,6% cette année à 4,2% l'année prochaine.

En ce qui concerne les tendances négatives ou difficultés persistantes, il est observé que malgré l'amélioration de la position extérieure des pays de la sous-région, il y en a encore beaucoup qui n'ont pas accès au financement. La pénurie de financement dont on parlait dans l'édition de l'octobre 2024, persiste.

Les taux d'intérêt conçus d'être livré pour ceux qui veulent lever des ressources sur les marchés internationaux, la

La deuxième difficulté qui persiste, c'est au niveau de la croissance bien qu'elle soit à la hausse. Pour ce qui est pour ce qui est prévu pour 2025, elle continue d'être faible par rapport au niveau qui est nécessaire pour réduire l'écart qui entre les pays de la sous-région et les autres pays en développement et les pays avancés. La troisième difficulté, c'est le fait qu'on observe dans la sous-région, une sorte de frustration liée aux réformes qui sont mises en place par les gouvernements de la sous-région.

« Cette frustration-là, vient par exemple du fait que le cours de la vie est cher et donc les augmentations par exemple de la pression fiscale ne sont pas les bienvenus et des populations sont fatiguées à avoir une succession de

choc qui a réduit leur pouvoir d'achat de façon considérable. Les réformes que les gouvernements veulent mettre en place produisent des frustrations auprès des populations » a indiqué Maximilien Kaffo Melou, Représentant résidant du FMI au Togo.

L'édition d'octobre 2024 du rapport sur les Perspectives économiques régionale pour l'Afrique sub-saharienne, a également abordé les trois priorités pour l'action publique des gouvernements de la sous-région. Selon le rapport, la première priorité c'est de trouver le bon équilibre, le bon dosage entre les différents politiques économiques que les pays doivent mettre en place en prenant en compte les différentes déséquilibres adaptées, les politiques ou déséquilibres qui existent, si les désé-



quilibres sont importants, d'aller mettre en œuvre des réformes vraiment fortes pour s'attaquer au problème le plus rapidement possible, ça permet d'avoir donné la crédibilité à ce que le gouvernement veut faire. Et en même temps, ça permet d'envoyer un signal



fort aux investisseurs que le gouvernement est sérieux dans le dégraissage de la situation économique du pays. Pour les pays où ces déséquilibres-là sont moyens, les pays peuvent décider d'aller un peu plus graduellement ce qui permettrait justement de limiter l'impact que cela peut avoir sur l'acceptabilité de ces réformes, parce que des gouvernements peuvent aller un peu plus graduellement et limiter l'impact que ça a sur les populations pour les pays qui ont des déséquilibres qui sont faibles donc qui sont dans une meilleure posture ce que le rapport recommande c'est tout simplement de recommencer à reconstruire les marges de manœuvre qu'ils ont uti-

de protéger les dépenses essentielles et les dépenses qui favorisent les populations les plus vulnérables. Cela sera vraiment crucial si on veut minimiser la résistance des populations aux réformes qui vont être prises par les gouvernements dans les années à venir. Et la dernière recommandation est de travailler et mettre en œuvre un cadre institutionnel qui favorise la confiance des populations par rapport aux réformes qui vont être mises. Donc, toutes les politiques qui vont dans le sens d'amélioration de la gouvernance de la transparence au niveau des finances publiques seront les bienvenus pour renforcer la confiance et des autorités par rapport des populations par rapport aux mesures que les gouvernements seront obligés de prendre pour pouvoir résoudre les challenges auquel ils sont face à ce moment » a déclaré Maximilien Kaffo Melou, Représentant résidant du FMI au Togo.

Cette présentation se fait régulièrement par le Maximilien Kaffo Melou, Représentant résidant du FMI au Togo sur invitation des premiers responsables de la faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'Université de Lomé.

A vendre

A la Caisse

-Une villa sur 824 m2 avec piscine de 4 chambres salomoderne et une chambre ami avec une dépendance avec titre foncier

-Une villa sur 1280 m2 en angle de rue avec titre foncier de 5 chambres salon ; deux chambres amis et une grande salle

-Une villa sur 608 m2 avec titre foncier de 3 chambres salon en angle de rue.

A vendre

-Une villa R+2 très moderne de 5 chambres +2 salons ; 2 cuisines ; 2 bars ; 2 dépendances ; une piscine et une paillote à Agoe assiyeye avec titre foncier ;

-Deux (02) lots collés à zanguera avant l'ancien péage en angle de rue avec un titre foncier global

-Dix (10) lots collés à zanguera avant l'ancien péage et à 30 m du goudron avec titre foncier.

Contact : (00 228) 90 05 05 08 ou le 99 06 96 71

Projet de loi de finances 2025

Une augmentation notable de 9,9% par rapport à celui de 2024

Pour la seconde année consécutive, le budget du Togo a pu franchir la barre de 2000 milliards selon les termes du communiqué du conseil des ministres. En effet le Conseil des ministres a procédé mardi à l'examen et à l'adoption du projet de loi de finances pour l'exercice 2025, un document stratégique élaboré dans un contexte économique international marqué par des incertitudes croissantes. Malgré ces défis, le budget 2025 affiche des ambitions soutenues, témoignant de la résilience de l'économie togolaise.

Le projet de budget a été conçu dans un environnement international difficile, caractérisé par un ralentissement économique mondial, dû à la persistance des crises géopolitiques, notamment le conflit entre la Russie et l'Ukraine, et la situation au Moyen-Orient, des conditions financières internationales plus strictes, impactant les investissements et l'endettement, des défis sécuritaires régionaux, liés aux menaces de terrorisme.

Malgré ces vents contraires, l'activité économique reste dynamique. En 2024, le pays a enregistré une croissance de 6,6%, grâce à la mise en œuvre efficace des projets et réformes inscrits dans la Feuille de route gouvernementale. Les prévisions pour 2025 tablent sur une croissance encore plus élevée, atteignant 6,8%. Le budget de l'État pour 2025 s'équilibre en ressources et en charges à 2.394,2 milliards de francs de Fcfa, contre 2.179,1

milliards de francs pour l'exercice précédent, soit une augmentation notable de 9,9%. Ce dynamisme budgétaire témoigne de la volonté du gouvernement de répondre aux attentes croissantes de la population, tout en soutenant les priorités nationales. Le volet social demeure au cœur du budget 2025, représentant 49,7% des dépenses budgétaires, contre 48% en 2024. Les efforts sont concentrés sur la protection des couches vulnérables, l'inclusion sociale et économique pour améliorer les conditions de vie des citoyens, la sécurité avec des ressources dédiées à la défense du territoire et à la protection des populations. Le gouvernement poursuit ses réformes pour l'assainissement des finances publiques, ce qui devrait permettre de ramener le déficit budgétaire à 3% du PIB en 2025, contre 6,7% en 2023 et une prévision de 5,9% pour 2024. Ces résultats traduisent les efforts soutenus pour renforcer la discipline budgétaire et op-



timiser les ressources publiques. Guidé par les orientations du chef de l'État, le gouvernement togolais s'engage à améliorer l'efficacité de la dépense publique, en ciblant les secteurs prioritaires, à élever la qualité des services offerts aux citoyens, pour répondre aux attentes croissantes et à poursuivre les réformes économiques et sociales, afin de consolider les bases d'un développement durable.

timiser les ressources publiques. Guidé par les orientations du chef de l'État, le gouvernement togolais s'engage à améliorer l'efficacité de la dépense publique, en ciblant les secteurs prioritaires, à élever la qualité des services offerts aux citoyens, pour répondre aux attentes croissantes et à poursuivre les réformes économiques et sociales, afin de consolider les bases d'un développement durable.

Atelier de formation sur les procédures douanières

Des femmes et des jeunes commerçantes de la région des Savanes renforcent leurs compétences

Les 25 et 26 novembre 2024, la ville de Dapaong, située dans la région des Savanes, a accueilli un atelier de formation destiné aux femmes et jeunes commerçantes locales. Organisé par le ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, avec le soutien financier de la Banque mondiale, cet événement a visé à sensibiliser les participantes sur les procédures et réglementations douanières, ainsi que les autres exigences liées au commerce transfrontalier, notamment sur le corridor Abidjan - Lagos.

Anissatou AFFO

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'axe stratégique 2 de la feuille de route gouvernementale 2020-2025, qui vise à dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie, tout en contribuant à la sous-composante 3.1 du Programme de Réforme du Secteur Privé (FSRP), qui a pour objectif de faciliter le commerce à travers les principaux corridors régionaux, en particulier le corridor Abidjan - Lagos. L'atelier a été conçu pour permettre aux femmes et jeunes commerçantes de la région des Savanes de mieux comprendre les enjeux liés

aux procédures douanières et aux exigences réglementaires applicables le long du corridor commercial Abidjan - Lagos. Les sessions ont couvert une variété de sujets essentiels pour la réussite des commerçantes dans leurs activités transfrontalières. Parmi les modules abordés on y retrouve : les enjeux et défis de la mise en œuvre de la Zone de libre - échange continentale africaine (ZLECAF) pour les femmes ; l'initiative du commerce guidé (ICG) et les documents commerciaux de la ZLECAF ; le cadre organisationnel, les règles d'origine et les procédures de dédouanement des marchandises. D'autres présentations ont porté sur

le protocole de la ZLECAF sur les femmes et jeunes dans le commerce ; le commerce transfrontalier et le mécanisme d'élimination des barrières non tarifaires (BNT). Lors de l'ouverture de l'atelier, Batchassi Katchali, directeur du Commerce extérieur, a souligné le rôle stratégique des femmes dans le commerce intra-régional en Afrique. Il a rappelé que ces dernières représentent souvent la majorité des commerçantes transfrontalières sur le continent. Cependant, malgré leur présence dominante, elles sont confrontées à plusieurs défis majeurs. « Elles sont confrontées à des difficultés tels que l'accès à l'informa-



tion pour mieux exploiter les opportunités commerciales sur les marchés locaux et régionaux, la méconnaissance des procédures douanières et autres exigences réglementaires, du corridor Lagos - Abidjan » a-t-il déclaré. Katchali a exprimé sa conviction que cette formation fournirait aux participantes des outils précieux pour mieux naviguer dans les aspects techniques du commerce transfrontalier. Il a également indiqué que ces échanges permettraient d'améliorer la performance des actrices commerciales dans ce corridor stratégique, tout en ouvrant de nouvelles perspectives pour une plus grande inclusion des femmes dans le commerce régional. Cet atelier soutenu par la banque mondiale constitue

une étape importante pour renforcer les capacités des femmes et des jeunes commerçantes de la région des savanes. En les dotant des connaissances nécessaires pour surmonter les obstacles douaniers et réglementaires, l'initiative participe activement à la dynamique de développement économique de la région, dans le cadre de l'intégration de l'Afrique au marché mondial grâce à des corridors commerciaux stratégiques comme celui d'Abidjan - Lagos. Ce genre d'action permet de consolider le système commercial régional tout en encourageant une meilleure inclusion des femmes dans l'économie régionale et continentale.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 26 novembre 2024

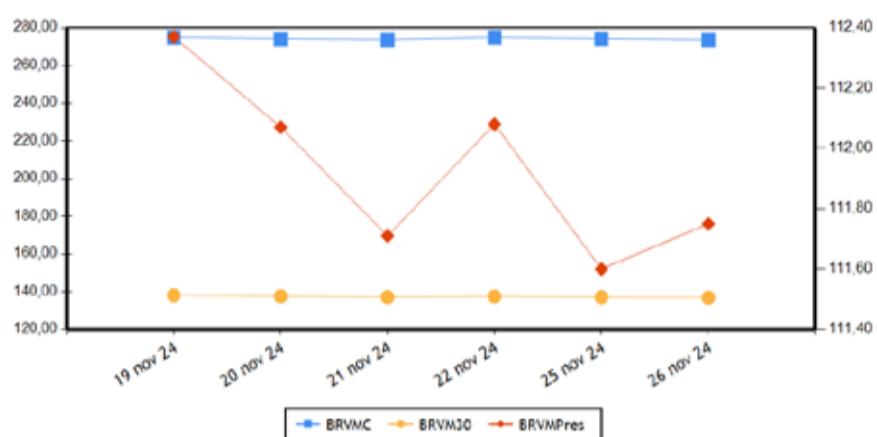
N° 225

BRVM COMPOSITE	273,57
Variation Jour	-0,21 %
Variation annuelle	27,75 %

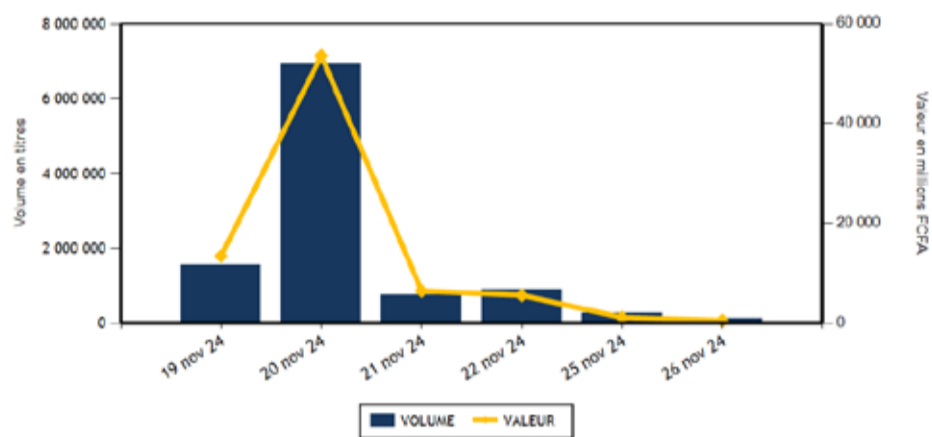
BRVM 30	136,84
Variation Jour	-0,20 %
Variation annuelle	26,88 %

BRVM PRESTIGE	111,75
Variation Jour	0,13 %
Variation annuelle	10,13 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 058 182 164 822	-0,21 %
Volume échangé (Actions & Droits)	105 181	-49,51 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	452 501 027	-31,47 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	6	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	20	11,11 %
Nombre de titres inchangés	16	33,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 449 386 280 761	-0,10 %
Volume échangé	3 223	-93,65 %
Valeur transigée (FCFA)	30 130 000	-93,32 %
Nombre de titres transigés	3	-66,67 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	3 700	2,78 %	-30,84 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	19 800	2,59 %	23,36 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 080	1,60 %	-26,32 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 900	1,33 %	42,86 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	8 400	1,14 %	23,53 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	3 915	-7,45 %	-38,44 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	1 950	-6,70 %	2,63 %
SICABLE CI (CABC)	1 000	-6,54 %	-9,91 %
CIE CI (CIEC)	2 100	-4,11 %	23,53 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 095	-3,28 %	-3,28 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	111,75	0,13 %	10,13 %	21 597	209 076 510	8,61
BRVM-PRINCIPAL	36	138,12	-0,42 %	32,86 %	82 055	238 296 752	13,39

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	125,81	-0,25 %	24,53 %	7 532	23 919 995	18,69
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	754,46	-0,25 %	41,96 %	14 330	185 159 320	10,16
BRVM - FINANCES	15	99,59	-0,04 %	15,24 %	52 249	179 568 127	6,28
BRVM - TRANSPORT	2	326,19	0,00 %	-1,44 %	3 570	4 652 485	4,22
BRVM - AGRICULTURE	5	190,13	-1,14 %	17,68 %	11 470	29 929 575	13,74
BRVM - DISTRIBUTION	7	334,80	-0,29 %	2,01 %	14 280	24 022 710	42,81
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	672,47	-0,91 %	-39,44 %	221	121 050	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	11,11
Taux de rendement moyen du marché	8,90
Taux de rentabilité moyen du marché	9,55
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	154
Volume moyen annuel par séance	469 931,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 548 457 096,45

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	7,67
Ratio moyen de satisfaction	6,49
Ratio moyen de tendance	84,69
Ratio moyen de couverture	118,07
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	3,25
Nombre de SGI participantes	33

Pétrole

Goldman Sachs prévoit un prix moyen de 76 \$ le baril en 2025

(Agence Ecofin) – Alors que le conflit au Proche-Orient n'a jusqu'ici pas affecté l'approvisionnement en pétrole de l'Iran ou d'autres producteurs du Golfe Persique, la baisse des cours moyens de brut attendue en 2025 devrait découler essentiellement d'une offre excédentaire.

Le prix moyen du baril de Brent, qui sert de prix de référence pour une grande partie de la production pétrolière mondiale, devrait tourner autour de 76 dollars en 2025, dans un contexte d'excédent attendu de l'offre, a estimé la banque américaine Goldman Sachs dans une note adressée à ses clients le vendredi 22 novembre. Cette prévision représente une baisse de 4 dollars par baril par rapport au prix moyen de l'année en cours (80 dollars), a-t-on précisé de même source.

« Notre scénario de base

est que le Brent reste dans une fourchette de 70 à 85 dollars, avec une forte capacité de réserves limitant la hausse des prix, et l'élasticité des prix de l'OPEP et de l'offre de schiste limitant la baisse des prix », ont souligné les analystes de la banque d'investissement. Goldman Sachs a estimé que l'excédent de l'offre mondiale de brut devrait atteindre 400 000 barils par jour (bpj) l'année prochaine, avant de culminer à 900 000 bpj l'année suivante. Au regard de la hausse attendue de cet excédent, la banque de Wall



Street prévoit une baisse des prix du Brent en 2026, à 71 dollars le baril.

Elle note cependant qu'il existe un risque de hausse des prix à court terme, si les Etats-Unis appliquent des sanctions plus fortes à l'industrie pétrolière et aux exportations iraniennes. Dans cette hypothèse, le prix du Brent pourrait atteindre 85 dollars le baril au premier

semestre de l'année prochaine, si l'offre de pétrole iranien diminuait d'environ 1 million de bpj en cas d'ap-

plication plus stricte des sanctions après l'entrée en fonction du nouveau président américain Donald Trump.

Goldman s'attend par ailleurs à ce que la demande de pétrole continue d'augmenter au cours des dix prochaines années, en raison de la hausse de la demande totale des produits énergétiques, de la crois-

sance économique mondiale, et des défis actuels liés à la décarbonisation des transports aériens et des produits pétrochimiques.

Les prix du pétrole ont enregistré une légère hausse ce mardi 26 novembre, sur fond de doutes sur un éventuel cessez-le-feu attendu entre Israël et le mouvement chiite libanais Hezbollah et de l'escalade des tensions entre la Russie et l'Ukraine. A 10H30 GMT, le prix du baril de Brent, pour livraison en janvier, a augmenté de 1,05% à 73,78 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison au même mois, a pris 1,03%, à 69,65 dollars.

A noter par ailleurs qu'une réunion des membres de l'Alliance des pays producteurs de pétrole OPEP+ est prévue le dimanche 1er décembre pour décider d'un maintien ou d'une baisse de la production de brut.

Tunisie

La franchise, nouvelle opportunité de création d'entreprise pour les jeunes diplômés

En Tunisie, la franchise est un moyen d'investir et de développer l'entrepreneuriat des jeunes qui ont fait des études supérieures et qui détiennent un capital. Des marques tunisiennes développent l'écosystème dans les secteurs de la restauration rapide, de l'esthétique, du commerce textile ou de la fintech. Dans un pays où le taux de chômage des jeunes entre 18 et 35 ans atteint 40%, la franchise représente une opportunité de création d'emploi et d'investissement.

De notre correspondante à Tunis,

Dans le lobby feutré d'un grand hôtel de Tunis, Rim Ayari enchaîne les rendez-vous. Après avoir œuvré pendant quinze ans à la venue de marques internationales en Tunisie, elle a créé en 2021 une plateforme Wefranchiz, dédiée à la mise en relation entre les franchiseurs et les franchisés. « Depuis la pandémie, les jeunes ont envie de changer leur mode de vie. Ils ne sont plus tentés par des emplois sédentaires dans des bureaux. Ils ont envie de se mettre à l'entrepreneuriat et la franchise les séduit dans le sens

où c'est de l'entrepreneuriat encadré par une marque reconnue, avec une expérience sur le marché. »

Opportunité pour la diaspora

Rim cible des jeunes qui ont un capital entre 20 000 et 300 000 dinars ou éligibles à un prêt, ainsi que les Tunisiens de la diaspora : près de deux millions vivent à l'étranger. « Pour ces Tunisiens qui sont installés à l'étranger et qui veulent rapatrier de l'argent en Tunisie, mais qui ne savent pas comment le faire, la franchise est une très bonne op-

portunité », avance-t-elle.

Dans une agence de transfert d'argent, Wafacash, Ahmed Khalil Noomen discute de la meilleure orientation du panneau signalétique pour mettre en valeur son agence, ouverte en mai dernier. « Tous les mois, ça va de mieux en mieux, se félicite-t-il. Vu que l'on travaille à la commission, on observe une consolidation des revenus au fur et à mesure ».

Accompagnement

À 35 ans, cet ancien steward a voulu se reconverter et investir dans le secteur financier. Grâce au soutien de



l'épargne de ses parents, il s'est orienté vers les filiales du groupe marocain Attijariwafa Bank, implanté en Tunisie. Pour lui, l'accompagnement était le plus important. « Depuis la création, depuis le premier entretien avec l'équipe Wafacash, j'ai senti qu'il y avait une certaine confiance entre nous et qu'il y a une assistance durable, apprécie-t-il. Le projet a été expliqué par l'équipe, qui voit bien d'ici à cinq à dix ans les bienfaits et les avan-

tages du projet ».

Si la franchise n'est pas la solution miracle au problème du chômage en Tunisie, elle pourrait permettre de créer entre 15 000 et 20 000 emplois indirects ou directs grâce aux nombreux points de vente locaux de marques tunisiennes et à l'ouverture de centres commerciaux dans plusieurs régions intérieures du pays.

Rfi.fr

Compte rendu du Conseil des ministres

1. Le Conseil des ministres s'est réuni ce mardi 26 novembre 2024, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République.

2. Le Conseil des ministres a examiné et adopté un (01) projet de loi et écouté deux communications.

I. Au titre du projet de loi,

3. Le Conseil des ministres a examiné et adopté le projet de loi de finances, exercice 2025.

4. Élaboré dans un contexte mondial de ralentissement continu de l'économie, et de durcissement des conditions financières, avec leur impact sur les investissements et la dette, sur fond de crises entre la Russie et l'Ukraine et au Moyen-Orient, le projet de budget 2025 demeure tributaire du contexte sécuritaire régional et de la persistance des menaces liées au terrorisme et à l'extrémisme violent.

5. En dépit d'une conjoncture marquée par un fléchissement de la croissance et des projections mesurées de reprise dans l'espace CEDEAO et dans la zone UEMOA, l'activité économique sur le plan national est restée dynamique grâce à la bonne exécution des projets et réformes de la Feuille de route gouvernementale, avec une croissance de 6,6% en 2024, qui devrait atteindre 6,8% en 2025.

6. Le projet de budget de l'État, exercice 2025, s'équilibre en ressources



et charges pour un montant de 2.394,2 milliards de francs CFA contre 2.179,1 milliards de francs CFA dans la loi de finances de l'année 2024, soit une hausse de 9,9%.

7. Ayant passé le cap des 2.000 milliards de francs CFA pour la première fois en 2024, le budget de notre pays poursuit sa dynamique de croissance, avec la priorité accordée au volet social qui représente 49,7% des dépenses budgétaires, contre 48% précédemment.

8. L'accent demeure mis sur la réponse au défi sécuritaire pour défendre le territoire national et protéger les populations, tout en renforçant l'inclusion sociale et économique, pour accroître la satisfaction des besoins des populations et le soutien aux couches vulnérables de notre société.

9. La poursuite des réformes pour l'assainissement des finances pu-

bliques devrait continuer de produire des effets bénéfiques, les efforts engagés par le gouvernement concourant d'année en année à la maîtrise du déficit budgétaire qui ressortirait à 3% du PIB en 2025 contre 6,7% en 2023, et une prévision de 5,9% en 2024.

10. Suivant les orientations du chef de l'État, le gouvernement continuera de privilégier l'efficacité de la dépense publique ainsi que l'amélioration de la qualité des services aux citoyens.

II. Au titre des communications,

11. Le Conseil des ministres a écouté une communication relative à la gestion des équipements, matériels et mobiliers médicaux, présentée par le ministre de la santé et de l'hygiène publique.

12. Dans le cadre des projets mis en œuvre dans le domaine de la santé pour

l'amélioration de l'offre de soins aux usagers, des matériels et mobiliers médicaux ont été récemment acquis et déployés dans 160 formations sanitaires de tous les districts du pays, avec un taux de satisfaction de 100 % des besoins exprimés.

13. Les équipements comprennent, entre autres, plus de 7.000 lits d'hospitalisation mécaniques et électriques, plusieurs centaines de lits d'accouchement et de tables d'accouchements mécaniques et électriques, des ambulances médicalisées, du matériel et des consommables de laboratoires des appareils bureautiques et du matériel roulant.

14. Ainsi, les hôpitaux ayant reçu du matériel neuf ont pu transférer leurs équipements existants et encore en bon état de fonctionnement aux formations sanitaires des autres niveaux.

15. Le Président de la République a instruit le gouvernement de mettre en œuvre un plan rigoureux de suivi, d'entretien et de maintenance des équipements acquis au profit des formations sanitaires, afin d'en assurer une utilisation durable au service des populations.

16. Le Conseil des ministres a également écouté une communication relative au lancement de la campagne d'identification biométrique, présentée par le ministre de l'économie numérique et de la transformation digitale.

17. L'identification biométrique de tous les résidents sur le territoire national, dénommé projet e-ID Togo, qui vise à attribuer à chaque personne une identité lui permettant d'accéder à tous les services essentiels, entre dans sa phase opérationnelle, avec la campagne d'enregistrement général des personnes qui va bientôt commencer.

18. Un communiqué du gouvernement précisera les modalités pratiques du déroulement de cette opération.

19. Le gouvernement invite toutes les parties prenantes, notamment au niveau local, à sensibiliser les populations sur l'importance de l'identification biométrique et la nécessité de se mobiliser massivement pour la réussite de la campagne d'enregistrement.

Fait à Lomé,
le 26 novembre 2024

Le Conseil des ministres

L'Information continue sur:
www.ecoetfinance.com

RACINES FORT 7.5%



600*
FCFA

BOUTEILLE

50cl



BB LOWE S.A.
LE LABEL QUALITE

www.bbome.com



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A BOIRE AVEC MODERATION.

*Prix de vente détail conseillé

➤ NOUVELLE FORCE DE LA NATURE ◀